



## Conclusion à la Conférence Internationale sur la Paix

Montreuil, 5 et 6 décembre 2018

Mesdames et Messieurs les représentants,

Chers amis

Chers camarades,

Je remercie tout d'abord tous les intervenants pour la qualité des échanges qui se sont déroulés durant ces deux jours de notre conférence pour la Paix. Cette conférence restera dans les annales comme un moment universel de débats, de partage entre syndicalistes, acteurs du monde associatif et institutionnel du monde entier. Elle aura permis de réaffirmer les principes marquants de la Paix, qui reste la première revendication de la CGT.

Il y a quelques semaines se déroulaient ici même à Paris la commémoration du centenaire de la fin de la première guerre mondiale, avec la présence de nombreux chefs d'Etat. Cette guerre a été une effroyable boucherie : Chaque jour pendant 3 ans et demi, 11 500 morts, 13 000 blessés. Elle fut une guerre de classes où la bourgeoisie européenne, terrorisée face au risque de révolution populaire, a envoyé mourir des millions d'ouvriers qui se sont entretués au nom des impérialismes européens.

Alors que ce centenaire aurait dû être le moment d'affirmer la nécessité et l'urgence d'une mobilisation mondiale pour la paix, nous avons assisté à l'obscène spectacle d'une photo de famille de larbins du capitalisme : Trump, chef de guerre partout où les intérêts américains sont en jeu, c'est-à-dire sur quasiment toute la planète, Netanyahu, chef du gouvernement d'extrême-droite d'Israël, organisateur de massacres dans les territoires palestiniens,

Macron, chef des armées françaises qui bombardent illégalement la Syrie, Macron qui a rendu hommage au fasciste et antisémite Pétain.

Les conflits armés ont été nombreux depuis cent ans, et dans tous les cas, les véritables raisons de ces conflits sont moins nobles que les fictions officielles. En première ligne, se trouve le pillage des ressources et notamment des hydrocarbures. Cela reste vrai de nos jours dans bien des cas.

Ces conflits armés ont fait des millions de victimes dont on connaît les chiffres. Mais on connaît moins les victimes de la guerre économique qui se joue depuis de nombreuses décennies, et que les libéraux nomment « concurrence marchande » ou encore « économie de marché ».

On nous dit que dorénavant, les compétitions militaires ont été remplacées par des guerres économiques. Mais il n'y a jamais eu autre chose que des guerres économiques.

Quel est le bilan de la traite des noirs pendant des siècles, première étape d'une mondialisation marchande ? Les chiffres varient de 30 à 80 millions d'esclaves noirs vendus hors du continent entre le XV<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle, sachant que pour chaque esclave vendu, il y a eu 4 victimes collatérales.

A cela il faudrait ajouter les victimes de famines, de la paupérisation, celles du manque d'accès des populations aux ressources comme l'eau, dans des pays pillés dans le même temps par les entreprises occidentales avec la complicité des classes dirigeantes locales. Il faudrait ajouter le cortège de violences, de souffrances et de mort sur lequel se fonde notre système économique depuis des siècles et aujourd'hui encore. Les banquiers suisses tuent sans mitrailleuses ; les cartels pharmaceutiques, pour préserver leurs marges, tuent en Afrique des centaines de milliers de séropositifs, plus efficacement que n'importe quelle armée régulière.

Les conséquences de la guerre économique capitaliste contre notre classe sociale sont tous les jours sous nos yeux et dans nos vies :

- travail des enfants
- chômage ravageur,
- pression sur les salaires, donc, sur la réponse aux besoins,
- populations courbées sous la dictature des marchés financiers,
- diktats économiques imposés par les institutions internationales, réduisant drastiquement les dépenses publiques consacrées à la santé, à la protection sociale, et font chuter l'espérance de vie,
- innombrables migrants condamnés à l'exil pour échapper à une condition désespérée,
- guerres déclenchées sous tous les prétextes pour s'emparer des richesses du sous-sol,
- etc...

Ce système odieux tue des millions de personnes chaque année, chaque mois, et dépossède tous les autres de leur humanité. Le capitalisme divise le monde en deux catégories d'êtres humains plus sûrement qu'aucun système totalitaire n'a pu le faire.

Tout notre monde marchand, moderne, publicitaire concourt à tenter de nous faire admettre qu'il n'y a pas d'autre solution. Aveuglés par les médias, insérés dans les réseaux sociaux, nous finissons par accepter cette bipolarisation du monde comme inéluctable, certains vont même jusqu'à affirmer que le monde n'est pas binaire. Et pourtant c'est faux.

Nous devons nous souvenir à chaque instant que les rapports sociaux dans lesquels nous vivons sont ceux forgés par le système économique particulier

qu'est le capitalisme, dont les fondements sont domination et aliénation. La guerre n'en est qu'un des aspects.

Il n'y a aucune fatalité à la guerre mais la paix n'est pas non plus un penchant naturel. Les deux sont des constructions politiques et pour une paix durable, les conditions doivent être réunies.

Si aujourd'hui, la guerre est avant tout économique, alors que fait-on pour préparer la paix ? La paix économique. La question posée, c'est celle du choix entre la compétition et la concurrence entre les personnes et entre les nations, ou celui de la solidarité et de la coopération. Ce sont deux modèles politiques différents, avec des objectifs, des méthodes, un vocabulaire et des gouvernements différents. Construire la paix, dans un monde dominé par les rapports sociaux capitaliste, passe nécessairement par la construction de la paix économique.

Camarades, c'est là que se situe notre action syndicale car la paix économique, c'est notre affaire. C'est l'objectif de la classe des producteurs de richesses que nous sommes. Nous voulons la paix économique. Nous voulons la coopération entre les peuples et non la concurrence. Nous voulons la réponse aux besoins pour toutes et tous, et non le développement des inégalités.

Au tout début du XXe siècle, avant la première guerre mondiale, notre CGT appelait dans ses congrès à répondre à la guerre par la grève générale révolutionnaire. Mais en 1914 sous l'influence des réformistes et de Jouhaux, la même CGT se ralliait à l'union sacrée, l'union des travailleurs et patrons français contre les travailleurs et patrons allemands. Cette divergence de stratégie allait avoir pour conséquence la scission de la CGT en 1921, par expulsion des révolutionnaires par les réformistes.

De nos jours, des enjeux similaires sont posés s'agissant de la guerre économique. La Confédération européenne des syndicats, comme l'a affirmé Lucas Visentini son secrétaire général, lors du dernier congrès à Paris en 2015, un congrès auquel ont notamment participé Jean-Claude Juncker et François Hollande, la CES a pour sa part, fait le choix, je cite, d'une « nouvelle alliance avec les employeurs les plus intelligents » au moyen d'un syndicalisme dont la priorité, je cite de nouveau, « c'est la négociation, la négociation et encore la négociation ». Rien d'étonnant dans cette orientation, de la part d'une organisation, la CES, qui a soutenu le Traité de Maastricht en 1992, fait campagne pour le oui en 2005 pour le traité constitutionnel, puis pour le traité de Lisbonne, qui a soutenu la loi Khomri en France, fustigé le Brexit et continue de vouloir renforcer le rôle de l'euro comme un outil d'intégration politique. Ses statuts stipulent qu'elle a pour mandat d'agir dans le cadre du processus d'intégration européenne. Elle bénéficie à ce titre de dizaines de millions d'euros pour, comme les stipulent les lignes budgétaires de l'Union européenne, proposer des « changements dans l'emploi » afin de « moderniser le marché du travail » ou pour la « flexisécurité ». Des objectifs et des moyens partagés par les organisations d'employeurs dans le cadre du fameux « dialogue social », le nom moderne pour l'association capital/ travail.

Prépare-t-on la paix économique dans ces conditions, basée sur la réponse aux besoins du plus grand nombre ?

- Pas en Europe en tout cas, où la guerre économique est à l'œuvre avec, selon le très officiel Eurostat, un nombre de pauvres qui dépasse 17 % de la population, soit 87 millions de personnes.
- Pas non plus aux frontières de l'Europe, pour lesquelles, et ce n'est qu'un exemple, la CES dénonçait en juin 2018 dans une déclaration commune avec l'organisation américaine AFL-CIO, les « pratiques commerciales

déloyales de la Chine », réalisant ainsi une union sacrée entre patrons et travailleurs occidentaux contre patrons et travailleurs chinois.

Pour imposer la paix économique, il ne faut pas la « paix sociale », il ne faut pas « l'association capital/ travail », ni le « dialogue social ». Il ne faut rien des institutions que propose le capitalisme dont la perpétuation suppose justement qu'il y ait des riches et des pauvres. Ce qu'il faut, c'est la lutte des classes.

Il nous faut avoir conscience de notre grand nombre, avoir conscience de nos intérêts, non pas d'une classe sociale particulière contre une autre, celle des riches, mais de leur caractère universel, qui transcende les classes pour imposer la paix économique et j'ajoute, la paix environnementale, à savoir une société humaine qui vit en bonne intelligence avec elle-même, mais aussi avec la nature.

C'est dans ce sens que doit être appréhendée la motion que cette conférence a adoptée. A nous de diffuser ses idées, d'en faire des plans d'action dans nos organisations respectives. Ce sont les luttes sociales, la conscience politique, la citoyenneté permanente qui feront de la paix cette construction politique qui est le futur de l'Humanité.

Je vous remercie